



Déclaration préalable du SNUipp-FSU Savoie CTsD carte scolaire – 20 juin 2019

Avant même de rentrer dans le détail des ajustements de carte scolaire de ce mois de juin, nous savons que la situation est catastrophique, dans notre département comme dans tant d'autres.

La casse de l'école publique est en marche, malgré tous les discours – oserons-nous dire les « bobards »- de notre ministre champion des médias, et la défiance est de mise.

Transformer l'École au service de la réussite de toutes et tous – et non de quelques uns – demande un investissement à la hauteur des enjeux. La fonction publique et les services publics en général, le service public d'éducation en particulier, n'ont pas vocation à être rentables ; faire des économies au nom de la « baisse des dépenses publiques » est un non sens, les faire sur le dos de la jeunesse donc de l'avenir de notre pays est un scandale.

Le service public est une richesse, et le seul levier permettant de faire vivre concrètement la devise « liberté, égalité, fraternité ».

Pourtant, à la rentrée, il n'y aura pas de postes supplémentaires pour accompagner nos élèves et les aider, les faire grandir et s'émanciper, leur faire s'approprier la devise de la République. Si ce n'est, éventuellement, un bout de drapeau accroché au fond de la classe, qui servira au moins à cacher la peinture écaillée ou les trous dans le mur.

15 postes supprimés en Savoie à la rentrée 2019 ; 15 démissions pendant l'année scolaire 2018-2019, soit + 250 % par rapport à la précédente ; 13 contractuels recrutés n'ayant pas permis de combler le déficit d'enseignant.es ; un nombre de journées non remplacées inconnu à ce jour, mais dont nous savons qu'il est d'ores et déjà bien trop élevé ; un manque cruel de remplaçant.es qui conduit l'institution à affirmer que le remplacement n'est pas un dû, mais qu'il suffit seulement d'accueillir des élèves à l'école... répartis dans les autres classes, et faisant dysfonctionner l'ensemble. La continuité du service public n'est plus assurée. La pénurie de moyens se fait sur le dos de nos élèves, et dégrade toujours plus nos conditions de travail. Même la mise en place des PIAL n'est qu'une manière, une de plus, de gérer la pénurie.

Cela, bientôt, nos collègues ne pourront sans doute même plus l'exprimer, à peine le penser, sous couvert d'un devoir d'exemplarité qui n'est rien d'autre qu'une injonction – une de plus - d'obéissance, et de fonctionnalité des fonctionnaires. Il faudrait nous taire, au nom du bien-être de nos élèves.

Vous comprendrez bien que, dans ces conditions, le mot « confiance » ait perdu toute sa valeur. Vous comprendrez également que nous nous inquiétons des conditions dans lesquelles nous exercerons à la prochaine rentrée.

Vous comprendrez surtout que nous continuerons de nous battre et nous mobiliser, parce que nous sommes profondément dévoués au Service Public d'Éducation.